

## résistances, mobilisations ET SUCCÈS !

Les raisons de résister aux différentes mises en œuvre brutales par les directeurs généraux des Agences régionales santé (DG ARS) de la loi *Hôpital, patients, santé, territoires* sont nombreuses.

La résistance est la réaction indispensable et nécessaire. Il est d'ailleurs important, en étant de gauche, de s'engager à remettre en cause cette loi en 2012. Mais cela ne suffit pas. C'est ici et maintenant qu'il faut s'opposer aux mauvais coups, aux fermetures d'activité, aux restructurations à la hache...

La mobilisation très large du 2 avril a confirmé que ces ques-

tions étaient très sensibles pour la population. Il faut poursuivre sous des formes adaptées ce rassemblement large et inédit. Les communistes y travaillent avec détermination.

C'est indispensable et efficace. Le

tract Santé disponible depuis le début mai veut y contribuer.

Des succès sont au rendez-vous : la **maternité de Decazeville**, dont l'activité vient d'être prolongée pour cinq ans et la **chirurgie cardiaque d'Henri Mondor**, dont le maintien est annoncé même assorti à une enquête de l'Igas en sont

deux concrétisations médiatisées. Le rassemblement à l'occasion des débats autour de la loi des soins sans consentement est de la même veine.

Notre proposition de contre pouvoir pérenne aux DG ARS avec un contrôle démocratique large symbolisée par les assises régionales de santé est plus que jamais d'actualité.

Cela nécessite de poursuivre le débat, de réussir

des mises en œuvre qui s'émancipe de la tentation de récupération politicienne et d'une simple action de communication. Ce que nous proposons est une vraie démocratie sanitaire participative de proximité.

C'est inédit mais indispensable pour changer vraiment !

Jean-Luc Gibelin

animateur de la commission  
**Santé/protection sociale**

## Santé en danger !

Des propositions pour une réelle  
alternative à gauche !



### Quelques propositions à débattre !

Défense et promotion de la Sécurité Sociale avec le remboursement à 100% par la Sécu pour les dépenses de santé !

Suppression des forfaits et franchises, des dépassements d'honoraires avec une nouvelle convention médicale !

Un moratoire sur les fermetures et diminution d'activités sanitaires et sociales. Abrogation de la loi HST.

Un pôle public du médicament avec un établissement public de la recherche, de la production et de la distribution du médicament.

Le développement des services publics pour la prise en charge de la perte d'autonomie et la création de nouveaux services publics de « services à la personne »

Un grand plan de formation, de qualification des personnels sanitaires et sociaux sans quotas, des créations de postes. La reconnaissance des qualifications dans les salaires.

Rétablir un code de la mutualité hors de l'assurantiel avec de nouvelles missions.

Les financements de la protection sociale ne doivent pas alimenter les profits du secteur privé lucratif.

Le succès du mouvement du 2 avril en terme de rassemblement, avec plus d'une centaine d'organisations, est une bonne chose. Il est important de poursuivre et d'amplifier avec une mobilisation populaire plus large. Des réponses sont nécessaires ici et maintenant. Il ne peut être question de renvoyer à une femme ou un homme providenciel dans le cadre de l'élection présidentielle. Les difficultés sont vécues aujourd'hui, il faut y répondre aujourd'hui. Nous sommes pour un moratoire immédiat de toutes les restructurations en cours notamment (hôpitaux, maternités, Etablissement Français du Sang), celles impliquant des regroupements, des fermetures d'activité, des privatisations.

**Il faut arrêter cela tout de suite !** Il faut impérativement ouvrir des perspectives alternatives à gauche pour la santé et la protection sociale.

En effet, depuis des années les mauvais coups tombent sur le sanitaire et le social. La gauche les a critiqués mais cela ne suffit pas.

Par exemple, en 1995 les ordonnances Juppé ont marqué une nette aggravation pour la protection sociale et l'organisation sanitaire. Pour autant, entre 1997 et 2003, ces ordonnances n'ont pas été annulées. N'en sera-t-il pas de même avec la loi « Bachelot », s'il n'y a pas une mobilisation populaire déterminée ? Pour notre part, nous sommes très clairement pour l'abrogation de cette loi et surtout pour l'ouverture d'un vrai débat avec les professionnels, les salariés du secteur et les usagers pour construire une réponse progressiste aux besoins de santé de la population digne du XXI<sup>e</sup> siècle.

Dans ce cadre, nous sommes engagés sur la défense et la promotion du service public qui est de loin, la meilleure réponse aux besoins de la population et d'égalité d'accès.

L'exigence de démocratie est une forte demande des personnels, professionnels et usagers face à l'autoritarisme et la technocratie des réformes engagées depuis plus de vingt ans. À l'inverse d'une délégitimation de pouvoir qui illusionne, nous considérons qu'il faut un vrai contrôle démocratique et une mobilisation permanente.

Il est indispensable de bien partir des préoccupations de la population, de rechercher en permanence à répondre aux attentes des salariés. Nous considérons



### A noter !

Nous sommes dans la phase de construction du Programme Partagé Populaire que le Front de Gauche proposera lors des échéances électorales de 2012. Faites part de vos propositions et réactions. Exprimez vous, participez.

Envoyez vos contributions à : [sante@pcf.fr](mailto:sante@pcf.fr)  
Site de la commission du Pcf : [sante.pcf.fr](http://sante.pcf.fr)

le  
numéro 2  
des

**Cahiers  
de Santé  
publique  
et de  
Protection sociale**

est paru

abonnez-vous à l'adresse :

[cahiersSPPS@gabrielperi.fr](mailto:cahiersSPPS@gabrielperi.fr)

informations... brèves... informations... brèves... informations...

**PSYCHIATRIE**

**un nouveau Globule Rouge spécial**

La forte mobilisation unitaire contre le projet de loi de soins sans consentement a fait grandir l'exigence d'une loi réellement alternative.

La résistance au projet actuel et l'exigence de l'abrogation de la loi que la majorité parlementaire risque de voter sont indispensables. Nous y sommes engagés de manière très déterminée, tant au niveau du Parti que de l'activité des parlementaires, très présents pour combattre le texte gouvernemental.

Mais l'ouverture d'une perspective politique avec un projet de loi alternative est tout aussi indispensable. C'est l'objet de ce nouveau numéro spécial du *Globule Rouge*. Il met au débat les axes d'un projet politique à débattre et à enrichir. Ce document est largement à faire circuler sans aucune modération...

**CENTRES DE SANTÉ**

**une réponse originale à promouvoir**

Les centres de santé sont une réponse originale de proximité répondant aux attentes de la population avec le tiers payant et à celles des professionnels de santé avec le travail collectif.

C'est un concept moderne permettant de sortir de la « nasse » de la diminution des professionnels et de répondre à l'aspiration des professionnels au travail en équipe.

Un numéro spécial des *Cahiers de Santé publique et de Protection sociale* sera réalisé sur ce thème pour la fin de l'année 2011. Nous aurons aussi un numéro spécial du *Globule Rouge* sans doute en septembre.

Un projet de loi sera proposé par le groupe parlementaire au Sénat.



**COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU PCF ÎDF ET 94**

**H.Mondor : un premier succès qui en appelle d'autres pour le Groupe hospitalier pour la défense de l'Hôpital public en Île-de-France**

Les communistes d'Île-de-France et tout particulièrement ceux du Val-de-Marne, leurs élu-e-s, mobilisés dans la défense du service de chirurgie cardiaque dès les premières heures, apprécient avec satisfaction l'annonce faite par le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, de suspendre les mesures prises par l'ARS et l'AP-HP à l'encontre du CHU H.Mondor, avec toutes les conséquences que nous n'avons cessées de dénoncer sur le Groupe hospitalier et l'activité de l'Université.

À travers ce projet, c'était tout à la fois le soin de proximité, la formation d'excellence et la recherche de haut niveau qui étaient menacés, fragilisant par la même un des hôpitaux qui fait la renommée de notre service public de santé.

Ce premier recul imposé au gouvernement Sarkozy et le désaveu infligé au directeur général de l'ARS, l'ancien ministre socialiste Claude Evin, est le résultat du formidable rassemblement impulsé par la Coordination regroupant professionnels, usagers et élu-e-s, et dans laquelle le Département et son président Christian Favier ont joué un rôle important. Nous y voyons le succès de l'obstination politique de plus de 40 000 Val-de-marnais-es, de l'Intersyndicale, des forces politiques et associatives du département à imposer une autre conception de la démocratie sanitaire que celle préconisée par Loi HPST, légitimant notre volonté de faire des *Assises régionales de la Santé* un contre-pouvoir aux ARS.

C'est encore la concrétisation, après les avancées obtenues par Orbival, que l'aménagement d'un *Grand Paris* passe par le respect de sa composante extra-muros.

La réunion de ce jeudi à l'AP-HP a bien mis en valeur que « suspension ne veut pas dire retrait », ceci d'autant que la Direction générale a confirmé le train important de restructurations que celle-ci veut imposer aux hôpitaux publics pour le seul profit du privé. C'est pourquoi les communistes resteront mobilisés et donc vigilants, au sein de la Coordination, pour obtenir la table ronde souhaitée avec l'ARS et l'AP-HP, ainsi que la dotation de moyens réels comme celui du poste de PU-PH nécessaire au maintien du service de chirurgie cardiaque. Nous serons attentif au développement de l'enquête qui sera diligentée par l'IGAS à la demande du ministre.

Ce premier succès doit en appeler d'autres à l'AP-HP comme pour tous les hôpitaux menacés par la politique du gouvernement en Île-de-France. Ensemble, nous pouvons imposer une santé au service des populations pour répondre à leurs besoins et non à ceux du capital et à leurs actionnaires.

Contact : Fabien Cohen, responsable santé du PCF IDF, 06 07 28 50 22

**FINANCEMENT DE LA « DÉPENDANCE »**

**une réunion d'échange**

Une troisième réunion avec les forces politiques de gauche, les organisations syndicales et des associations sur les problématiques du financement s'est tenue le 18 mai. Il s'agissait d'échanger sur la question du financement de la « dépendance ».

C'est une question d'actualité avec la prochaine remise des conclusions des groupes de travail mis en place par le ministère Bachelot. Ce sera une des grandes questions de la prochaine période. Nous y reviendrons dans un prochain numéro.

**MÉDICAMENTS**

**des propositions formulées rapidement !**

Le groupe de travail de la commission mettra une première série de proposition à disposition. La libération du médicament de la logique du profit est indispensable, comme l'a montré le scandale du Médiateur notamment.

Remettre la réponse aux besoins de la population de notre pays comme mondiale dans les obligations de l'industrie pharmaceutique est une urgence, comme celle d'un vrai pôle public avec au moins une entreprise publique de la recherche, de la production et de la distribution des médicaments.

## PARIS UN CENTRE DE SANTÉ SOUS HAUTE SURVEILLANCE !

À l'appel du Comité de sauvegarde du Centre de Santé des Ternes, plus de 150 personnes, usagers et habitants du 17<sup>e</sup> arrondissement, sont venues le 11 mai 2011 pour témoigner de la grande utilité de ce centre de proximité de la Ville de Paris. Ils ont insisté sur la qualité des soins qui y sont prodigués et ont exigé **son maintien et son développement**.

Mr Le Guen, maire adjoint à la Santé de la Ville de Paris avait décidé, sans concertation aucune, sa fermeture le 31 décembre 2010 !

Mais les actions du comité de sauvegarde, composé d'usagers et d'habitants du 17<sup>e</sup>, d'opinions diverses, ses prises de contacts et surtout le ferme soutien de la population ont obtenu :

- le vote positif en faveur du maintien du centre le 18 octobre 2010 d'un vœu déposé au Conseil de Paris par le Groupe communiste et Parti de Gauche auquel s'est rallié le Groupe UMP

- la suspension de la fermeture du centre par Mr le Maire de Paris jusqu'à la conclusion d'un groupe de travail sur la santé des parisiens.

Mais Mr Le Guen continue, et n'est pas revenu sur ses propos du 5 janvier 2011 où il affirme que la décision de fermeture est prise ! Propos infirmés par le directeur du cabinet du maire. Le centre de santé des Ternes est toujours menacé de fermeture

Le Comité de sauvegarde du Centre de Santé, fort de l'appui de la population, des très nombreuses signatures recueillies, de la grande affluence et de la détermination de l'assistance lors de la réunion publique, annonce la poursuite et l'intensification de ses actions !

Il prendra tous les contacts nécessaires pour élargir encore la protestation. Il demande à être reçu par les élus du 17<sup>e</sup> arrondissement et par les présidents des différents groupes politiques du Conseil de Paris. Il informera la population des résultats de ces rencontres.

Dr Pierre Puchault

### parole d'élus

## chronique d'une désertification annoncée



par Frank Mouly  
président du groupe des élus communistes de Chelles (77)

Début 2012, le futur hôpital de Jossigny remplacera celui de Lagny en Seine-et-Marne.

Avec 460 lits, l'établissement est déjà sous-dimensionné au regard de la population du bassin de santé qui concernera à terme près de 500 000 habitants de Seine-et-Marne. L'ensemble des spécialités médicales n'y sera pas dispensé en totalité : pédiatrie, gynécologie, IVG, urologie, urgence ophtalmologique, urgence dentaire, pédopsychiatrie...

Comme d'habitude, l'hôpital public laissera au privé tous les actes rentables, avec les risques de dépassements d'honoraires que l'on connaît. Plus généralement, les structures de santé privées de proximité se regroupent d'ores et déjà autour du futur pôle de Jossigny, laissant subsister ailleurs les déserts médicaux.

Une situation que connaissent malheureusement un nombre croissant de territoires, dans la ruralité comme dans les grandes agglomérations et qui est le résultat des politiques désastreuses pour la santé conduite par l'ARS, adossées à une logique exclusivement comptable et qui

nous prépare de nouvelles catastrophes sanitaires.

Pour autant, la bataille n'est pas perdue. Ainsi, dans notre secteur, la bataille menée par les élu-e-s, les personnels et usagers ont pour l'instant permis d'obtenir de Claude Évin (ARS Île-de-France) un moratoire sur la privatisation de la radiothérapie de Lagny.

Dans nombre de bassins de vie de Seine-et-Marne, comme celui de Marne-et-Chantereine, des collectifs s'organisent pour informer et mobiliser les populations. Et la population réagit : la fameuse révision générale des politiques publiques (RGPP) prend soudain un tour très concret dans leur quotidien : le non renouvellement d'un fonctionnaire sur deux, c'est pour eux la perspective de la suppression d'un hôpital sur deux.

Au-delà de l'indignation, c'est en menant partout le débat avec la population que nous rendrons possible l'expression des besoins réels en matière santé pour ensuite prévoir les financements et les équipements publics nécessaires à la satisfaction de ces besoins !



# LA FIÈVRE MONTE

## NAISSANCES - SAGES-FEMMES ça pousse !

Le 12 mai une manifestation nationale de Sages-femmes se déroulait à Paris. Plus de 5000 sages-femmes, étudiantes sages-femmes et usagers ont manifesté pour dénoncer les conditions de la périnatalité en France. L'affiche de la journée illustre la maltraitance que ressentent les sages-femmes avec les répercussions directes sur la santé des femmes et de leurs enfants.

La délégation unitaire a présenté le plan élaboré en inter-syndicale et inter associatif. Aucune réponse concrète n'a été apportée par la conseillère de Xavier Bertrand. En assemblée générale, les sages-femmes ont décidé d'une nouvelle journée nationale en septembre 2011 et appellent à des mobilisations en région au côté des usagers le 18 juin prochain.

C'est le même jour que le DG ARS Midi-Pyrénées a renouvelé pour 5 ans l'autorisation d'activité de la maternité de l'hôpital de Decazeville ! C'est une étape vitale et positive pour cet établissement de soins et plus largement pour le bassin de vie. Ce signal fort marque une mobilisation importante et engage les organisations syndicales, les élus, les praticiens et les personnels à poursuivre tous ensemble la mobilisation pour

## à la maternité

défendre la réponse publique de proximité. Cela invite à poursuivre les réflexions sur la coopération et les passerelles entre les différents hôpitaux voisins, sans pour autant nier l'autonomie de chacun des bassins de vie du territoire de santé.

Naître, vivre, travailler et se soigner au pays résonne dans ce département et au-delà !



les cocos dans les collectifs locaux

### SEINE ET MARNE

## promouvoir, construire une véritable démocratie sanitaire citoyenne dans le 77

La décision de tenir onze débats citoyens dans la proximité, soutenue par un appel de plus de 80 personnalités du département soutenant cette initiative et proposant d'organiser des Assises citoyennes de la santé, a été prise en novembre dernier.

Le point d'ancrage pour réussir ces initiatives citoyennes est la définition du bassin de vie. Ce département est un véritable désert de santé et de prévention, sous-doté en infrastructures de santé publique, de médecins de ville, de centres de santé.

Déjà, huit Assises se sont tenues, avec plus de 450 personnes, dont bon nombre de praticiens hospitaliers, de médecins de ville, de para médicaux, de syndicalistes, de citoyens. Une opinion se dégage sur le constat : une situation alarmante en matière de santé et les projets actuels font craindre le pire si nous laissons l'ARS poursuivre ce chantier de démolition.

Des comptes rendus sont établis et des adresses à la population sont construits avec la réalité de la situation de chaque bassin et la mise en débat d'alternatives. Plusieurs centaines de réponses ont été obtenues, permettant de crédibiliser, d'enrichir les alternatives et propositions émises telles celles de conserver et de concevoir le développement des hôpitaux publics.

Cela nous a éclairé sur des propositions de centres de santé sur chaque bassin, voire d'antennes médicales comme sur Mitry/Claye, proche de l'aéroport Charles de Gaulle, où n'existe aucune structure de santé et des zones de travail classées sensibles.

Ainsi a été engagé un véritable débat citoyen avec tous les acteurs de la santé.

Nous sommes là à l'opposé des choix de l'ARS.

Exiger un débat démocratique et le plus large, telle est la démarche citoyenne que nous entendons poursuivre.

Gérard Salkowsky